



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
aux Affaires Départementales**

Arrêté n°2026 SGAD/BE-110 en date du 26 mai 2026

portant prescriptions complémentaires et mise à jour du classement des installations exploitées par la société Nexteam Châtellerault Machining pour son site localisé 5 rue Pierre Gilles de Gennes sur la commune de Châtellerault, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la Vienne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 8 avril 2026 du président de la République portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de la Vienne ;

Vu le décret du 7 août 2025 du président de la République portant nomination de Madame Murièle BOIREAU en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-DRCLAJ/BUPPE-006 en date du 6 janvier 2017 autorisant Monsieur le Président Directeur Général de la société MECAFI EOLIA à exploiter, sous certaines conditions, 5 rue Pierre-Gilles de Gennes ZA René Monory, commune de Châtellerault, une installation de traitement de surface, de travail mécanique des métaux associé à du nettoyage et du dégraissage de surface, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-DCPPAT/BE-166 en date du 2 septembre 2019 modifiant n° 2017-DRCLAJ/BUPPE-006 en date du 6 janvier 2017 autorisant Monsieur le Président Directeur Général de la société MECAFI EOLIA à exploiter, sous certaines conditions, 5 rue Pierre-Gilles de Gennes ZA René Monory, commune de Châtellerault, une installation de traitement de surface, de travail mécanique des métaux associé à du nettoyage et du dégraissage de surface ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-DCPPAT/BE-019 en date du 25 janvier 2023 portant prescriptions complémentaires et mise à jour du classement des installations exploitées par la société Nexteam Châtellerault Machining pour son site localisé 5 rue Pierre Gilles de Gennes sur la commune de Châtellerault, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-SG-SGAD-008 en date du 6 mai 2026 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'extrait Kbis daté du 4 octobre 2022, transmis par l'exploitant par courriel du 2 novembre 2022, faisant mention de la nouvelle dénomination sociale « Nexteam Châtellerault Machining » de la société ;

Vu le dossier valant porter-à-connaissance (PAC) « USINE EOLIA MECAFI » daté du 21 octobre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection en date du 22 mai 2026 proposant un arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu la transmission du 7 mai 2026 adressant à l'exploitant, pour observation éventuelle, le projet d'arrêté ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courrier du 21 mai 2026 ;

Considérant les éléments fournis dans le PAC daté du 21 octobre 2025 détaillent les modifications projetées suivantes :

- climatisation de la cabine de peinture finition ;
- extension de la station de traitement existante ;
- robotisation îlot ébauche ;
- mise en place de centre d'usinage ;

Considérant que ces modifications sont considérées comme notables mais non substantielles ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser le classement des activités de travail mécanique des métaux, certaines prescriptions relatives aux rejets aqueux, aux émissions acoustiques et au stockage de produits chimiques (réactifs utilisés pour le traitement des effluents industriels) ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1. - Identification

Les dispositions applicables à la société Nexteam Châtellerault Machining (numéro SIREN 350 077 368), dont le siège social est situé 23-29 rue Joseph Cugnot, 86100 Châtellerault, pour l'établissement qu'elle exploite 5 rue Pierre Gilles de Gennes ZA René Monory (SIRET 350 077 368 00065), sur cette même commune, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2. – Classement des installations

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2023 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont listées ci-après :

Rubrique Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité maximale autorisée
2560 1	E	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 1 000 kW	Présence de nombreux équipements de travail mécanique des métaux (centres d'usinage)	2 600 kW
2565 2	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) supérieur à 1 500 l	Présence d'une chaîne de traitement de surfaces (anodisation)	9 000 l
2563 2	DC**	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface	Présence d'une chaîne de dégraissage lessiviel non associé à du traitement de surfaces, et d'une chaîne de ressuage (contrôle non destructif), comportant des cuves	5 340 l

		La quantité de produit mise en oeuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l.	de dégraissage alcalin et une cuve d'émulsifiant	
2575	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Présence d'une sableuse, de 3 tables manuelles de polissage et d'une cellule robotisée de ponçage	50,6 kW
2910 A	DC**	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Présence de 3 chaudières fonctionnant au gaz de ville de puissance totale de 1,07 MW Présence de 2 cabines peintures dont les brûleurs fonctionnant au gaz présentent une puissance unitaire de 0,40 MW, soit 0,80 MW.	1,87 MW
2940 2	DC**	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 4801, - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction), la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en oeuvre étant : b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j	Application de 18 083 kg/an de peintures et diluants liquides et colles par pulvérisation et enduction, soit 60,2 kg/j (sur la base de 300 jours/an).	60,2 kg/j

(*) E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement).

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

»

Article 3. – Autres installations

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2023 susvisé est abrogé.:

Après l'article 1.2.2. de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2017 susvisé est inséré l'article suivant :

«

ARTICLE 1.2.3. INSTALLATIONS NON CLASSÉES

L'établissement comprend également les installations « suivantes, pour des capacités maximales inférieures aux seuils de classement définies dans la nomenclature des installations classées :

Installations	Capacités maximales
Présence de divers équipements de production de froid, utilisant des gaz à effet de serre fluorés, la quantité totale présente sur le site étant voisine de 177 kg, pour les appareils contenant plus de 2 kg individuellement.	215 kg
Un atelier de charge d'accumulateurs	12 kW
Stockage d'émulsifiant en aérosol	0,15 t
Stockage de produits inflammables de catégorie 2	1 t
Stockage de 40 l de produit classé H411	0,1 t
Stockage de 150 litres d'émulsifiant en aérosol	0,15 t

»

Article 4. – Mesures acoustiques

3 mois à compter de la mise en service de l'installation de refroidissement et en vue de s'assurer que la nouvelle installation extérieure de refroidissement de l'air des cabines de peinture respecte les seuils acoustiques requis, l'exploitant réalise une campagne de mesures acoustiques de son établissement au niveau des limites de propriété et des ZER répondant aux exigences du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2017 susvisé.

Article 5. – Localisation des points de rejets aqueux et valeurs d'émission des eaux usées

I.- Les dispositions de l'article 4.4.5. de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2017 susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1 (X= 462,357 ; Y= 2 205,893)
Nature des effluents	EU : eaux usées domestiques et industrielles, ces dernières provenant : - du lavage de la verrerie, du nettoyage des ateliers et des locaux administratifs, des purges des compresseurs après traitement sur déshuileur à coalescence, pour un volume inférieur à 2 % des effluents de ce point de rejet ; <u>- de l'installation de traitement (osmoseur + adoucisseur), pour un volume d'eau plus 10 % de l'eau consommée (moins de 300 m³ par an)</u>
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eaux usées
Traitement avant rejet	Néant
Station de traitement collective	station d'épuration urbaine de Châtelleraut

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2 (X= 462,300 ; Y= 2 205,875) N°3 (X= 462,275 ; Y= 2 205,796)
Nature des effluents	EP : eaux pluviales
Exutoire du rejet	Milieu Naturel
Traitement avant rejet	Mise en œuvre d'un bassin d'infiltration, d'un bassin de régulation et de rétention des eaux d'extinction d'incendie, et d'un bassin enterré de régulation avant rejet au milieu naturel ; Mise en œuvre d'un débourbeur-séparateur à hydrocarbures.

»

II.- Les dispositions de l'article 4.4.9. de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2017 susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

«

Les eaux usées (domestiques et industrielles, ces dernières provenant du lavage de la verrerie, du nettoyage des ateliers et des locaux administratifs, des purges des compresseurs après traitement sur déshuileur à coalescence et de l'installation de traitement (osmoseur + adoucisseur)) sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur et respectent, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux des effluents ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1

Paramètre	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)
Métaux totaux	10
Indice Hydrocarbures (C5-C40)	5
Fluorures	Mesure réalisée pour suivi de tendance dans le temps
Chlorures	Mesure réalisée pour suivi de tendance dans le temps

»

Article 6. – Autres installations

L'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2017 susvisé est complété comme suit :

«

Deux réservoirs d'une capacité respective de 1,2 m³ contenant de l'acide sulfurique et de la soude, réactifs utilisés pour la régénération des résines échangeuses d'ions, sont présents sur site. Ces derniers sont dotés :

- d'une double enveloppe ;
- d'un détecteur de fuite.

Les détecteurs de fuite font l'objet d'une vérification périodique par du personnel compétent. La périodicité est fixée par l'exploitant et celui-ci est en mesure de justifier la pertinence de la fréquence de vérification qu'il a retenue.

Ces réservoirs sont également installés dans une zone faisant office de rétention.

»

Article 7. – Prélèvements d'eau

L'article 4. de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2019 est abrogé et remplacé comme suit :

«

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection.

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés au plus à 8 200 m³ par an (prélèvements réalisés sur le réseau AEP de la commune de Châtelleraut) dont 1 500 m³ sont dédiés à un usage domestique.

»

Article 8. – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Article 9. – Publication

Conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques "actions d'Etat – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles") pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10. – Exécution et notification

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et la maire de Châtellerauld sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- monsieur le directeur de la société Nexteam Châtellerauld Machining,
- et dont copie sera transmise à :
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- madame la maire de Châtellerauld.

L'arrêté est consultable à la préfecture ainsi qu'à la mairie de Châtellerauld.

Poitiers, le 26 mai 2026

Pour le Préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Murièle BOIREAU